

soie voulues



En Europe, une perte de confiance

Le projet originel des nouvelles routes de la soie était, rappelons-le, de relier la Chine à l'ouest de l'Europe, en traversant l'Asie centrale. Dans les années qui ont suivi le lancement de ce grand projet, de nombreux pays ont célébré avec fierté l'arrivée du premier train arrivant de Chine, estampillé Routes de la soie. En Belgique, ce fut par exemple le cas en mai 2018 à Anvers. Et dès 2015, la Belgique tentait aussi de se positionner pour accueillir une implantation du géant chinois de la vente en ligne Alibaba. Développer le commerce avec la Chine allait forcément créer plus de prospérité et d'emplois dans nos régions...

« Mais c'est surtout l'Europe centrale et de l'Est qui était l'une des principales cibles de la Chine : elle souhaitait y développer des infrastructures manquantes », détaille Marc Julienne (Ifri). « Pékin avait déjà, en 2012, créé dans ce but un format 16 +1, réunissant autour d'elle seize pays de la région. En 2019, la Grèce a rejoint le groupe. Mais aujourd'hui, le format 17+1 s'est réduit à 14+1. L'enthousiasme des débuts a laissé la place à de très fortes réticences, à une grande méfiance de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, qui ont désormais une position plus critique à l'égard de la Chine que l'Europe de l'Ouest. »

C'est la Lituanie qui, la première, a en mars 2021 décidé de quitter le groupe : Pékin avait réagi de façon agressive à l'ouverture d'un bureau de représentation de Taïwan à Vilnius, refusant l'exportation vers la Chine de produits alimentaires lituaniens. En août 2022, les deux autres Etats baltes, l'Estonie et la Lettonie, préféreraient eux aussi se désengager du groupe. Et au printemps dernier, c'est le ministre tchèque des Affaires étrangères qui avait déclaré que le groupe 14+1 n'avait « ni substance ni avenir ».

La proximité de la Chine avec la Russie de Poutine, en pleine guerre contre l'Ukraine, a en effet choqué ces pays de l'est de l'Europe. Tout comme un certain nombre de projets problématiques, par exemple l'autoroute Podgorica-Matsevo au Monténégro, aussi coûteuse qu'inutile.

Quant à l'Italie, qui avait signé en 2019 un accord « non contraignant » actant sa participation aux nouvelles routes de la soie, elle tente d'en sortir sans pour autant froisser la Chine. Visiblement, le cœur n'y est plus. V.K.



En 2019, la Grèce avait rejoint le groupe des pays d'Europe centrale et de l'est liés de près à la Chine. Mais aujourd'hui, l'enthousiasme des débuts a laissé la place à de très fortes réticences.

© PANAYIOTIS TZAMAROS/NURPHOTO/ZUMA WIRE



La Chine a réalisé que certains de ses programmes n'étaient plus au goût du jour car ils entraînaient de sérieux risques climatiques et financiers

Yu Jie

Chercheuse senior sur la Chine à Chatham House

”

« Entre 2013 et 2016, mes interlocuteurs chinois, universitaires ou membres de centres d'études, ne me parlaient que de ces routes de la soie. Maintenant, ce sujet semble avoir pour eux disparu. Par contre, ils ne cessent de mettre en avant de nouveaux concepts », reprend Marc Julienne. « Il s'agit de trois Initiatives Globales, en matière de Développement, de Sécurité, et de Civilisation. Des projets qui, surtout pour le troisième, restent assez brumeux. C'est quelque part un aveu d'échec de la BRI, que Pékin cherche à re-packager, à réorienter, pour cibler les pays du fameux Sud global, dans lesquels elle a plus de chances de décrocher des succès. Il y a une finalité économique et de développement, mais le but de ces initiatives est aussi éminemment politique et diplomatique. Ces nouvelles initiatives doivent permettre à la Chine d'être plus influente dans les pays du Sud afin de battre en brèche de l'influence occidentale. »

L'Initiative Globale de Développement de la Chine vise, officiellement, à favoriser le développement via des subventions et des formations en lien avec les Objectifs de Développement Durable de l'ONU. Pour ce faire, la plupart des pays occidentaux donateurs financent surtout les grandes agences de l'ONU actives dans ces domaines.

« Mais, historiquement, Pékin a toujours préféré nouer des relations bilatérales en matière de financement du développement et d'investissement aux dépens des initiatives multilatérales », précise Yu Jie, chercheuse senior sur la Chine à Chatham House, institut d'études politiques basé à Londres. « Cela permet à la Chine de contrôler termes et conditions, tout en affichant sa réticence à accepter les règles et cadres conçus il y a de longues années par les pays occidentaux. »

Mais ce nouveau projet montre aussi que « la Chine est partagée entre la défense de ses intérêts stratégiques et la volonté de se présenter comme un partenaire et non un prédateur, notamment en Afrique », ajoute Yu Jie. « Elle a aussi réalisé que certains de ses programmes n'étaient plus au goût du jour car ils entraînaient de sérieux risques climatiques et financiers. »

Autant de sujets – développement, climat, dette, luttes stratégiques – qui seront au cœur du G20, ces 9 et 10 septembre à New Delhi. Où chaque grande puissance – USA, UE, Chine, Inde, Russie... – tentera de montrer aux pays du Sud global que c'est définitivement elle leur meilleur partenaire.

ENTREPRISES

Chris Peeters, un ancien de McKinsey à la tête du groupe bpost

Surprise : l'actuel CEO d'Elia, Chris Peeters, a été nommé en tant que nouveau patron de bpostgroup. Il devra ramener du calme dans la tempête que subit l'entreprise depuis plusieurs mois.



ARTHUR PARZYSZ

Effervescence chez bpostgroup. L'entreprise avait une grande nouvelle à annoncer. Elle est tombée, ce mercredi en début de soirée : Chris Peeters sera son nouveau CEO. Nommé pour une période de six ans, il remplacera donc Philippe Dartienne, qui occupe le poste de CEO *ad interim* depuis novembre 2022.

« Comme vous le savez, on a pris le temps », a commencé Audrey Hanard, présidente du conseil d'administration, sur le processus de remplacement. « On est allé en profondeur. » Visiblement heureuse de pouvoir annoncer la nouvelle de cette nomination, elle s'est dite convaincue d'avoir trouvé « la bonne personne » en Chris Peeters. « Nous sommes très fiers qu'il ait accepté ce beau défi. »

« Tous les jours, chez tous les gens »

Cet ingénieur civil des constructions, diplômé à la KU Leuven en 1989, a 56 ans. Il avait pris la tête du gestionnaire de réseau Elia en 2015. Là, en un peu plus de huit ans, il est aussi bien parvenu à étendre sa propre influence que celle du gestionnaire de réseau – notamment auprès du monde politique – donnant à ce dernier une véritable dimension internationale. Une ambition qui sera récompensée, en 2021, par le titre de « Manager de l'année », décerné par le magazine économique et financier *Trends*. Une ambition qui le mène aujourd'hui à la tête du groupe bpost.

Groupe qui comptera donc un nouvel « ex-McKinsey ». Car avant de diriger Elia et d'avoir passé plus de trois ans chez Schlumberger – il y dirigeait la branche consultance en Europe, Afrique, Moyen-Orient et Russie –, Chris Peeters avait travaillé quatorze années pour ce cabinet de conseils, où il a fait ses armes, en particulier sur les matières énergétiques. Parmi les autres membres du top de bpost à être passé par là, citons notamment l'actuelle présidente du CA, Audrey Hanard, qui y a travaillé sept années, ou encore Henri de Romrée, patron (sur le départ) des activités américaines du groupe, qui y a fait plusieurs passages entre 2006 et 2022.

« Je ne vais pas nier qu'Elia est encore dans mon cœur », a avoué le (plus pour longtemps) CEO du gestionnaire de réseau. Avant de dire son enthousiasme à endosser ses nouvelles fonctions dans un secteur qu'il dit suivre depuis longtemps. « Bpost est tous les jours chez tous les gens », illustre-t-il, ajoutant que le facteur est souvent le seul contact so-

La nomination de Chris Peeters à la tête de bpostgroup été annoncée ce mercredi 6 septembre lors d'une conférence de presse à Bruxelles.

© BELGA

cial pour beaucoup de personnes. « Ce n'est pas qu'une activité commerciale. Ça a aussi beaucoup de valeur pour la société. Mais je ne vais pas faire de grands commentaires sur l'entreprise elle-même. Je dois encore prendre mon temps pour faire connaissance avec l'entreprise. »

Interrogé sur le moment de son entrée en fonction, Chris Peeters souligne la nécessité d'une bonne transition depuis son poste actuel. Ce qui va prendre « encore quelques semaines », dit-il, et qui nécessitera d'en parler « avec son conseil ». Précisons quand même que, par voie de communiqué, Elia explique que ce même Chris Peeters a décidé de « donner une nouvelle orientation à sa carrière et quittera l'entreprise le 30 octobre 2023 »...

Turbulences

En prenant la tête de bpost, Chris Peeters rejoint une entreprise en pleines turbulences. Pour rappel, Dirk Tirez, CEO de bpostgroup depuis juillet 2021, avait quitté son poste en décembre 2022 dans le cadre de l'examen de conformité lancé en interne autour d'irrégularités commises autour de l'octroi de la concession sur la distribution des journaux pour la période 2023-2027. Il avait été remplacé, *ad interim*, par Philippe Dartienne jusqu'à alors directeur financier. Entre-temps, l'audit interne avait été élargi, début 2023, aux autres contrats liant bpost et l'Etat. Questionnée à ce sujet, la présidente du CA Audrey Hanard a expliqué ce mercredi que l'audit était encore en cours et que des résultats étaient espérés d'ici la fin de l'année. « On est en phase finale. » De son côté, Chris Peeters se dit « confiant » : « Des étapes ont déjà été faites. Le travail n'est pas complètement terminé. Mais je suis confiant. »

Quant à Philippe Dartienne, « il continuera à diriger le groupe jusqu'à ce que Chris nous rejoigne », répond Audrey Hanard. Et continuera d'endosser les fonctions de CEO *ad interim* des unités E-Logistics North America (qu'il reprend d'Henri de Romrée dont le départ a été annoncé pour le 15 septembre) et E-Logistics Eurasia (suite au départ de Kathleen Van Beveren début août 2023). Postes dont l'avenir appartiendra au futur CEO, nous dit-on.